



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION

N° CFVU 27-SFP-032

RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants : 30

Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence professionnelle
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et
gestion des entités agricoles, parcours type Droit et gestion des entreprises du secteur agricole***

Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit Economie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la faculté d'Administration et Communication en date du 20 février 2018,
- Vu la convention de partenariat entre l'Université Toulouse 1 Capitole et l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Toulouse Auzeville adoptée en CA en date du 06 octobre 2015,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence professionnelle
domaine Droit Economie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et
gestion des entités agricoles, parcours type Droit et gestion des entreprises du secteur agricole sont
fixées comme suit,***

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty - 31042 Toulouse cedex 9 - France - Tél : 05 61 63 35 00 - Fax: 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - La licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles, parcours type Droit et gestion des entreprises du secteur agricole est une formation universitaire conçue dans un objectif d'insertion professionnelle, permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences transversales en droit et gestion des entreprises du secteur agricole.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles, les étudiants ayant validé 120 ECTS au titre des deux premières années de licence mention Droit, Droit et gestion, Administration économique et sociale ou d'un diplôme jugé équivalent – DUT, BTS ou DEUST - du secteur agricole ou du secteur tertiaire ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en licence professionnelle est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la troisième année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles, est organisée sur deux semestres. Cette année de formation est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement totalisant 20 crédits, le second semestre 5 unités d'enseignement totalisant 40 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Module vie professionnelle et stage

7.1 - La formation comprend un stage en entreprise et un projet tuteuré donnant lieu à des évaluations distinctes selon les modalités précisées en annexe.

7.2 - Les étudiants travaillent, dans le cadre du projet tuteuré (UE8), en groupes composés de 5 étudiants maximum sur un sujet proposé par un professionnel du secteur agricole impliquant la mise en œuvre des compétences acquises dans le cadre de la licence. Le projet tuteuré donne lieu à un écrit récapitulatif du travail effectué.

7.3 - Le stage (UE7), d'une durée de 14 semaines, se déroule en alternance au cours de la formation. Il a pour finalité la mise en application pratique des enseignements reçus à l'Université et donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 : une épreuve écrite d'une heure

UE2 : une épreuve écrite d'une durée de trois heures portant sur « Droit de l'entreprise ». Pour chaque session le responsable de la formation désigne, parmi les matières dispensées, la ou les matières (de 1 à 3 maximum) qui donneront lieu à interrogation. Pour l'UE2, le choix s'opère parmi les matières suivantes : Droit des sociétés, fiscalité agricole, droit du travail, baux ruraux, droit des coopératives agricoles, transmission d'entreprise.

UE3 : une épreuve écrite de trois heures portant sur la matière « comptabilité » et une épreuve écrite d'une heure portant sur la matière « techniques quantitatives ». L'épreuve d'informatique est évaluée en contrôle continu.

UE4 : une épreuve écrite d'une durée de trois heures portant sur « Politiques publiques ». Pour chaque session, le responsable de la formation désigne, parmi les matières dispensées, la ou les matières (de 1 à 3 maximum) qui feront l'objet d'une interrogation. Pour l'UE 4, le choix s'opère parmi les matières suivantes : Droit foncier, droit de l'environnement, démarches qualité, crédits et aides publiques, droit de l'urbanisme, contrôle des structures.

UE 5 : une épreuve écrite de deux heures portant sur la matière « Diagnostic » et une épreuve écrite de deux heures portant sur la matière « aide à la décision » et une épreuve écrite d'une heure portant sur la matière « marketing ».

UE6 : l'anglais est évalué en contrôle continu.

UE7 : Le rendu d'un mémoire écrit et sa soutenance devant un jury composé d'un enseignant de la formation et d'un professionnel du secteur concerné par la licence professionnelle.

UE8 : Le rendu d'un écrit récapitulatif du travail effectué en groupe dans le cadre du projet tuteuré et sa soutenance devant un jury constitué du responsable pédagogique du projet et du professionnel porteur du projet.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Elle est attribuée sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours.

Dans l'hypothèse où un étudiant n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continue, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la date de l'épreuve du contrôle continu. A défaut, l'étudiant sera considéré comme défaillant. .

Toute absence injustifiée est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Dans le cas où un étudiant ne serait pas déclaré admis à la session 1, seules les UE6, UE7 et UE8 ne donnent pas lieu à une session de rattrapage.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session 2 uniquement, pour les UE non validées du semestre 5, les notes des épreuves où il a obtenu une note supérieure ou égale à la moyenne ainsi que les notes obtenues lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 - En cas d'UE non validée, si la moyenne de celle-ci est au moins égale à 8 sur 20, elle pourra être conservée à la demande du candidat.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 -Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités d'enseignement et des semestres

12.1 - A l'intérieur de chaque Unité d'Enseignement, la compensation entre les éléments pédagogiques s'effectue sans note éliminatoire.

Chaque UE est validée individuellement et capitalisée avec acquisition des crédits (ECTS) correspondants dès lors que le candidat y obtient la moyenne.

Les UE où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation lorsque le candidat est admis au diplôme.

12.2 - Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux activités physiques et sportives facultatives, soit un total de points de 200/400 pour le semestre 5 et de 400/800 pour le semestre 6 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. Néanmoins, le semestre 6 ne pourra être validé que si le candidat obtient sur l'ensemble constitué des Unités d'enseignement 7 (stage) et 8 (projet tuteuré) un nombre de points égal ou supérieur à 200/400.

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Dans la mesure où les six semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de licence donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

14.2 - La moyenne au diplôme et la mention qui en découle sont calculées uniquement à partir des notes des semestres constituant l'année de formation de la licence professionnelle. Les semestres des deux premières années de licence ne sont pas pris en compte.

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université

Licence Professionnelle mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles parcours-type droit et gestion des entreprises du secteur agricole année 2018-2019

Page 8/9

Semestre 5	Enseignements	Statut	Crédits	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Introduction au droit	Obligatoire	3	21	Epreuve écrite de 1h	60	60
UE2	Droit de l'entreprise :	Obligatoire	10	112	Epreuve écrite de 3h	200	200
	Droit des sociétés			21			
	Fiscalité agricole			21			
	Droit du travail			21			
	Baux ruraux			14			
	Droit des coopératives agricoles			14			
	Transmission d'entreprise			21			
UE3	Outils de gestion :	Obligatoire	7	63		140	140
	Comptabilité			35	Epreuve écrite de 3h	80	
	Techniques quantitatives			14	Epreuve écrite de 1h	40	
	Informatique			14	Contrôle continu oral	20	
Bonification		Facultatif			3.33% du total des points du semestre		
Total semestre 5			20	196		400	400

Licence Professionnelle mention Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des entités agricoles parcours-type droit et gestion des entreprises du secteur agricole année 2018-2019

Page 9/9

Semestre 6	Enseignements	Statut	Crédits	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE4	Politiques publiques :	Obligatoire	7	60	Epreuve écrite de 3h	140	140
	Droit foncier			10			
	Droit de l'environnement			14			
	Démarches qualité			11			
	Crédits et aides publiques			14			
	Droit de l'urbanisme			7			
	Contrôle des structures			4			
UE5	Management :	Obligatoire	10	98		200	200
	Diagnostic			35	Epreuve écrite de 2h	60	
	Aide à la décision			42	Epreuve écrite de 2h	80	
	Marketing			21	Epreuve écrite de 1h	60	
UE6	Anglais	Obligatoire	3	21	Contrôle continu oral	60	60
UE7	Stage 14 semaines (490h)	Obligatoire	10	1,5h / étudiant*	Mémoire et Soutenance	200	200
UE8	Projet Tuteuré	Obligatoire	10	20h / groupe de 5 étudiants*	Ecrit collectif avec soutenance	200	200
Bonification		Facultatif			3.33% du total des points du semestre		
TOTAL semestre 6			40	192		800	800
TOTAL année			60	388		1200	1200

*base de 20 étudiants par promotion